



## NE PERDONS PAS NOS VIES À LA GAGNER !

Pour défendre leur réforme des retraites, le gouvernement et le patronat visent à faire oublier l'essentiel : c'est bien nous, travailleurs et travailleuses, qui produisons les richesses et faisons tourner la société. Cette attaque est une nouvelle offensive de la bourgeoisie pour condamner l'ensemble du salariat à une exploitation toujours plus longue et insupportable. Revenons en détail sur leurs arguments mensongers, qu'on nous sert en boucle dans les médias...

### UNE RÉFORME NÉCESSAIRE ?

D'après le ministre du Travail, notre système de retraite serait en déficit.

✗ **FAUX!** Ce n'est pas la justification de la réforme. En 2021 il était même excédentaire de 900 millions d'€ et ce montant dépasserait les 3 milliards pour 2022. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) projette un passage en déficit sur les 25 prochaines années seulement dans 1 scénario sur 4, et avec un retour à l'équilibre pour 2070.

D'après le gouvernement, il faut augmenter la durée de travail pour ne pas baisser les pensions.

✗ **FAUX!** La baisse du financement voulue par le gouvernement crée un déficit artificiel. On pourrait au contraire améliorer le financement par l'augmentation des cotisations sur les gros salaires, la cotisation des revenus de l'épargne et du capital, la réduction de l'écart salarial H/F en augmentant les salaires des femmes, la création d'un salaire étudiant, etc. Les alternatives ne manquent pas !

### UNE RÉFORME URGENTE ?

D'après le gouvernement, la réforme est une urgence absolue.

✗ **FAUX!** Ou alors, seulement pour les capitalistes ! La vraie raison pourrait vous étonner : Macron lui-même explique que son objectif est de « compenser les baisses d'impôts aux entreprises »...

La retraite ne doit pas être l'antichambre de la mort après une vie consacrée au travail. N'acceptons plus de travailler toujours plus pour les profits de quelques uns. Reprenons le contrôle sur nos vies et notre travail pour que celui-ci devienne émancipateur et utile socialement. Luttons, virons les exploiters, et autogérons toute la société !

**Tous et toutes en grève dès le 19 janvier pour défendre nos retraites !**

Le MEDEF répète que nos voisins européens ont tous déjà reculé l'âge de départ, qu'il faut bien s'aligner.

✗ **FAUX!** L'âge de départ en France est certes dans la moyenne basse, mais l'âge de départ sans décote, à 67 ans, que subissent les plus fragiles (carrières hachées, etc.) est déjà au niveau des plus élevés d'Europe. Et les retraité-es de ces pays sont encore plus dans la misère.

### UNE RÉFORME JUSTE ?

La 1ère ministre dit que la réforme est avantageuse pour les femmes.

✗ **FAUX!** En augmentant la durée de cotisation requise, on aggrave la situation pour les femmes. Elle invoque comme raison le maintien de l'âge de départ sans décote à 67 ans, mais la réalité c'est que les pensions des femmes sont toujours 33% inférieures à celles des hommes et la réforme de fait rien pour corriger ça.

Le gouvernement prétend que la réforme avantage les précaires avec un minimum retraite à 1200€/mois.

✗ **FAUX!** La réforme n'apporte rien de positif pour les plus précaires. Ce montant correspond à 85% du SMIC, ce qui est déjà une obligation depuis la réforme de 2003, mais n'a jamais été appliquée ! Par ailleurs, comme le rappellent les organisations syndicales, ce minimum ne concerne que les carrières complètes, et reste en dessous d'un SMIC déjà trop bas.

### UNE RÉFORME ÉVIDENTE ?

On nous le répète sans arrêt : « comme on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ».

✗ **FAUX!** Et si on vit plus vieux, c'est justement parce qu'on travaillait moins longtemps ! Sauf que déjà, ça dépend de qui ! L'espérance de vie en bonne santé n'est absolument pas la même pour les cadres et les ouvriers. Un tiers des ouvriers et un quart des employés sont déjà en incapacité à l'âge de la retraite.

La 1ère ministre affirme que décaler l'âge de départ augmenterait le taux d'emploi des séniors.

✗ **FAUX!** C'est en fait surtout une augmentation nette de la précarité ! En pratique, ça augmente encore plus le nombre de séniors au chômage, en invalidité, en maladie longue durée... en particulier chez les catégories les plus populaires, ouvrières et ouvriers.

